



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
1^{er} juin 2011
Français
Original: anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre

Trente-quatrième session

Bonn, 6-16 juin 2011

Point 4 a) de l'ordre du jour provisoire

Communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention

Travaux du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention

Rapport intérimaire sur les activités du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention

Note du secrétariat*

Additif

Difficultés communes, options et études de cas/meilleures pratiques dont les pays ont connaissance et moyens de faciliter la mise au point et la pérennisation des processus en vue de l'établissement des communications nationales

Résumé

Le présent document, établi par le Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention, contient une analyse des résultats d'une enquête portant sur les problèmes liés à la pérennisation du processus d'établissement des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention et au maintien d'équipes techniques nationales chargées d'établir en continu les communications nationales, y compris les inventaires des gaz à effet de serre. Il rassemble aussi les recommandations découlant de cette analyse, de façon à recenser les difficultés communes et à présenter les options et les études de cas/meilleures pratiques dont les pays ont connaissance et les moyens de faciliter la mise au point et la pérennisation des processus en vue de l'établissement des communications nationales.

* Le présent document a été soumis après la date prévue afin de pouvoir y inclure les résultats des débats qui ont eu lieu dans le cadre de l'atelier organisé du 21 au 23 mars 2011 et à la quatrième réunion du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention, tenue du 24 au 26 mars 2011.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–6	3
A. Mandat.....	1–3	3
B. Objet de la présente note	4–5	3
C. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre	6	4
II. Moyens employés pour obtenir des informations	7–9	4
A. Enquête.....	7–8	4
B. Résultats	9	4
III. Compilation des résultats de l’enquête sur les problèmes liés à la pérennisation du processus d’établissement des communications nationales et au maintien d’équipes techniques nationales chargées d’établir en continu ces communications, y compris les inventaires des gaz à effet de serre.....	10–30	5
A. Problèmes institutionnels.....	10–17	5
B. Problèmes financiers	18–21	6
C. Logiciel applicable aux inventaires des gaz à effet de serre.....	22–27	7
D. Questions transversales: renforcement des capacités et formation	28–30	8
IV. Recommandation	31–39	8
A. Problèmes institutionnels.....	31	8
B. Problèmes financiers	32–35	9
C. Logiciel applicable aux inventaires des gaz à effet de serre.....	36–37	10
D. Questions transversales: renforcement des capacités et formation	38–39	10
 Annexe		
Survey on identification of technical problems and constraints affecting non-Annex I Parties in the process of preparation of their national communications and assessment of capacity-building needs.....		12

I. Introduction

A. Mandat

1. Ainsi que le spécifie son cadre de référence, le Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Groupe consultatif d'experts) est chargé, en accomplissant son mandat, de donner de manière continue des conseils techniques aux Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I) pour faciliter la mise au point et la pérennisation des processus ainsi que la création et le maintien d'équipes techniques nationales, aux fins de l'établissement des communications nationales, y compris les inventaires des gaz à effet de serre¹.

2. Le Groupe consultatif d'experts a donc établi son programme de travail pour 2010-2012² à sa première réunion, tenue à Bonn (Allemagne) du 29 au 31 mars 2010. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) en a pris note avec satisfaction à sa trente-deuxième session³.

3. Le Groupe consultatif d'experts a prévu les tâches ci-après dans son programme de travail:

a) Réaliser une enquête pour recueillir auprès des pays et des organisations multilatérales et bilatérales des renseignements sur les problèmes liés à la pérennisation du processus d'établissement des communications nationales et au maintien d'équipes techniques nationales chargées d'établir en continu les communications nationales, y compris les inventaires des gaz à effet de serre (GES);

b) Faire la synthèse des renseignements recueillis grâce à l'enquête et des informations figurant dans les communications nationales, afin de déterminer les difficultés communes, les options et les études de cas/meilleures pratiques dont les pays ont connaissance et les moyens de faciliter la mise au point et la pérennisation des processus ainsi que la création et le maintien d'équipes techniques nationales en vue de l'établissement des communications nationales, y compris des inventaires des GES, en continu.

B. Objet de la présente note

4. En vue de contribuer à la préparation et à l'exécution des tâches susmentionnées, le Groupe consultatif d'experts a mené une enquête pour obtenir de la part des experts nationaux, des organes nationaux de liaison et des coordonnateurs des projets de communication nationale des avis au sujet des moyens techniques et capacités nécessaires ainsi que des problèmes et des écueils rencontrés dans la mise en place et le maintien d'équipes techniques nationales en vue de l'établissement desdites communications.

5. Le présent rapport fournit des informations sur les problèmes recensés concernant la pérennisation des processus d'établissement des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I et le maintien d'équipes techniques nationales chargées d'élaborer en

¹ Décision 5/CP.15, annexe, par. 2 c).

² Figurant dans l'annexe I du document FCCC/SBI/2010/INF.2.

³ FCCC/SBI/2010/10, par. 21.

continu les communications nationales, y compris les inventaires des GES, comme suite à l'enquête mentionnée ci-dessus au paragraphe 4.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

6. Après avoir examiné le présent rapport, le SBI voudra peut-être donner au Groupe consultatif d'experts de nouvelles directives pour l'exécution de son mandat concernant l'alinéa *c* du paragraphe 2 de son cadre de référence relatif aux avis techniques à fournir aux Parties non visées à l'annexe I.

II. Moyens employés pour obtenir des informations

A. Enquête

7. À sa trente-deuxième session, le SBI a pris note des études prévues par le Groupe consultatif d'experts dans le cadre de son programme de travail et a invité les Parties non visées à l'annexe I à fournir au Groupe, en temps utile, les informations demandées⁵.

8. L'enquête mentionnée ci-dessus au paragraphe 4 a été adressée à toutes les Parties non visées à l'annexe I et aux organisations multilatérales et bilatérales qui apportent leur concours au processus d'établissement des communications nationales. Le Groupe consultatif d'experts a reçu des réponses d'experts représentant 39 Parties non visées à l'annexe I et trois organisations multilatérales et bilatérales. Le questionnaire correspondant figure dans l'annexe du présent document.

B. Résultats

9. Vu qu'environ 26 % seulement des Parties non visées à l'annexe I ont envoyé des réponses, le Groupe consultatif d'experts a perçu les limites de l'analyse à laquelle il a procédé en se fondant sur les résultats de l'enquête. Celle-ci ayant été réalisée par l'Internet, les Parties ont peut-être eu du mal à y participer, qu'il s'agisse de disposer d'une connexion fiable pour accéder au questionnaire ou d'y répondre en ligne. Les résultats obtenus ont néanmoins fourni une importante contribution à l'établissement du présent rapport.

⁴ L'une correspondant aux tâches définies aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 2 du cadre de référence du Groupe consultatif d'experts, l'autre portant sur celle qui figure à l'alinéa *c* du même paragraphe.

⁵ FCCC/SBI/2010/10, par. 24.

III. Compilation des résultats de l'enquête sur les problèmes liés à la pérennisation du processus d'établissement des communications nationales et au maintien d'équipes techniques nationales chargées d'établir en continu ces communications, y compris les inventaires des gaz à effet de serre

A. Problèmes institutionnels

10. Ainsi qu'il ressort des résultats de l'enquête, les participants ont, dans leur majorité, coché la case «non difficile» ou «moyennement difficile» en réponse aux questions sur les moyens de mettre à profit les procédures existantes et l'expérience acquise en matière d'organisation.

11. Concernant l'établissement des nouvelles communications nationales, la mise à jour des données de chaque section a été considérée comme «assez difficile» ou «moyennement difficile», de même que l'accès aux experts qui avaient effectué les tâches liées aux communications nationales antérieures.

12. Dans la plupart des réponses, il a été jugé «très difficile» de mettre à profit les procédures existantes et l'expérience acquise en matière d'organisation pour élaborer des propositions de projets d'atténuation et d'adaptation à financer.

13. Il est à noter que les personnes qui ont rempli le questionnaire ont estimé qu'il était «très difficile» de mettre à jour la section consacrée à l'inventaire des GES. Cette section a été considérée comme un des domaines dans lesquels il était le plus difficile de mettre à profit les procédures existantes et l'expérience acquise en matière d'organisation, s'agissant à la fois:

- a) D'obtenir le niveau de soutien voulu dans le pays;
- b) D'établir une coordination entre les différents ministères;
- c) De parvenir à un accord qui permette une interaction avec les administrations publiques compétentes.

14. Dans la section relative à l'inventaire national des GES, il a été jugé dans l'ensemble «moyennement difficile» de mener toutes les activités connexes (à savoir acquérir des compétences techniques en matière de systèmes de gestion des GES, établir des relations avec des organisations extérieures et s'assurer la présence constante de personnel et l'accès aux organisations appropriées). Parmi ces activités, la tâche consistant à s'adresser aux organisations extérieures appropriées semblait être la plus complexe.

15. S'agissant plus précisément de constituer et de maintenir l'équipe chargée des communications nationales, les personnes ayant répondu au questionnaire ont estimé qu'il était «moyennement difficile» voire «très difficile» de retenir le personnel tant technique qu'administratif. Ainsi qu'il ressort des résultats de l'enquête, il est «moyennement difficile» ou «très difficile» de trouver et de conserver du personnel ayant des connaissances spécialisées dans le domaine des inventaires de GES et des programmes d'atténuation et d'adaptation. Cela tient principalement aux contraintes financières, au décalage entre les projets (intervalle de temps entre la présentation de la communication nationale initiale et la mise en route de la deuxième, par exemple), à la forte demande d'experts dans le pays et aux difficultés qu'il y a à recruter des spécialistes dans le cadre de contrats de courte durée. Les autres aspects de la constitution et du maintien des équipes, consistant par exemple à recenser des agents qualifiés sur place et des organisations

nationales et internationales compétentes, ont fait l'objet, selon les Parties, d'appréciations très diverses allant de «non difficile» à «très difficile».

16. Les principales questions d'ordre institutionnel concernant la capacité de constituer et de maintenir l'équipe chargée des communications nationales – il s'agit en l'occurrence, d'après les résultats de l'enquête, d'un «problème modéré» – sont liées à l'embauche du personnel et aux délais de recrutement. D'autres aspects, tels que les horaires des membres de l'équipe et le temps dont ils disposent, les retards liés à l'acquisition du matériel nécessaire et le plafonnement des dépenses, posaient également un «léger problème» ou un «problème modéré».

17. Dans leurs observations générales sur les questions relatives au maintien d'équipes techniques nationales, les personnes ayant répondu ont fait état des changements survenus dans la structure de l'administration nationale, de l'insuffisance de compétences techniques et de moyens, et du manque de personnel idoine pour effectuer les travaux, ainsi que du conflit de priorités, autant d'éléments qui pesaient sur le processus d'établissement des communications nationales.

B. Problèmes financiers

18. Dans leur majorité, les personnes ayant répondu au questionnaire se sont déclarées préoccupées par toutes sortes de difficultés financières qui entravaient la capacité de pérenniser le processus d'établissement des communications nationales ou de constituer et retenir des équipes à cet effet. Un de leurs motifs d'inquiétude tenait par exemple à l'obtention d'un financement suffisant et régulier du personnel technique et administratif en poste dans l'organisation. Des inquiétudes ont en outre été exprimées au sujet de l'embauche de consultants techniques et de l'acquisition du matériel et des autres ressources nécessaires pour établir les communications nationales. Le décaissement tardif des fonds, la dépréciation de la monnaie et les difficultés à trouver et à mobiliser des sources de financement et de cofinancement ont également été jugés préoccupants.

19. Dans plusieurs réponses, des précisions ont été données au sujet des difficultés financières rencontrées. Dans certains cas, le décaissement tardif des fonds par les organismes d'exécution a non seulement freiné l'achèvement de projets relatifs aux communications nationales, mais également créé un vide dans l'équipe nationale. Par ailleurs, un niveau de financement insuffisant de financement (par exemple pour rémunérer le coordonnateur et les conseillers techniques, produire des données et couvrir tout l'éventail des tâches liées à l'élaboration de scénarios et à l'application de techniques de modélisation) a empêché certains pays de présenter une communication nationale aussi complète que possible.

20. La façon dont le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) attribue un financement pour l'établissement des communications nationales (suivant une approche descendante ne tenant pas compte des besoins spécifiques et de la situation des pays), qui fait que bon nombre de pays n'ont pas assez de ressources, a également été mise en avant parmi les sujets de préoccupation. En outre, le coût élevé des consultants internationaux a été considéré dans certains cas comme une des raisons pour lesquelles le niveau actuel de financement est insuffisant. Enfin, certaines réponses ont fait état d'un problème majeur lié aux fluctuations des taux de change, celles-ci ayant réduit le budget des projets de 10 à 15 % dans certains cas, voire de près de l'ordre de 50 % dans un autre.

21. Mis à part les difficultés financières, il a été signalé que divers types d'assistance et d'appui technique pourraient s'avérer utiles pour remédier aux problèmes de financement liés à la pérennisation du processus d'établissement des communications nationales. La quasi-totalité des personnes ayant répondu au questionnaire ont été d'avis, par exemple,

qu'une formation à la gestion financière à l'intention du coordonnateur de projet et des agents chargés de l'établissement des communications nationales serait «assez utile» ou «très utile». Par ailleurs, la plupart d'entre elles ont déclaré qu'il serait «moyennement utile» ou «très utile» de bénéficier de ce qui suit:

- a) Formation concernant les mécanismes et sources de financement disponibles ainsi que les questions de cofinancement;
- b) Possibilités accrues d'échange d'informations et de collaboration en matière de gestion financière ou de sources de financement parmi les Parties non visées à l'annexe I;
- c) Autres types d'assistance, tels que la coopération Sud-Sud et triangulaire;

C. Logiciel applicable aux inventaires des gaz à effet de serre

22. Deux types de situation ont été mentionnés en ce qui concerne l'utilisation du logiciel actuellement applicable aux inventaires des GES au titre de la Convention (version 1.3.2), à savoir:

- a) La personne chargée d'établir l'inventaire rencontre divers problèmes techniques:
 - i) Problèmes de macro-instructions (celles-ci ne fonctionnent pas très bien dans certains cas);
 - ii) Problèmes liés aux différentes versions linguistiques;
 - iii) Manque de compétences ou de connaissances en matière de technologies de l'information;
 - iv) Méconnaissance des Lignes directrices révisées du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (1996) pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre, visées dans l'annexe de la décision 17/CP.8, ce qui empêche d'utiliser efficacement le logiciel;
- b) La personne chargée d'établir l'inventaire souhaite utiliser ou mettre en œuvre les directives les plus récentes du GIEC ou des méthodes de niveau supérieur qui sont incompatibles avec le logiciel actuel.

23. Les questions figurant dans cette partie de l'enquête ont fait l'objet d'un plus grand nombre d'omissions que d'autres. Cela tient peut-être à l'absence de dispositif institutionnel satisfaisant pour l'établissement de l'inventaire des GES au niveau national.

24. Dans la moitié des cas environ, les personnes ayant répondu au questionnaire ont signalé qu'elles utilisent le logiciel actuel sans problème.

25. Il est à noter que plus d'un tiers des personnes ayant répondu au questionnaire n'utilisent pas le logiciel de la Convention. D'après les résultats de l'enquête, certaines ne s'en servent pas en raison des problèmes mentionnés ci-dessus au paragraphe 22. En outre, il a été indiqué dans certains cas que les consultants extérieurs qui établissent les inventaires n'utilisent pas le logiciel, sans expliquer pourquoi. Un tel état de choses dénote l'absence de communication interne ou le recours excessif aux services d'experts extérieurs.

26. Dans la majorité des cas, les personnes qui ont répondu au questionnaire sont désireuses de tester la prochaine version du logiciel de la Convention, ce qui donne à penser que bon nombre d'entre elles recherchent un meilleur outil pour établir l'inventaire des GES.

27. En ce qui concerne le nombre de spécialistes intervenant dans l'établissement des inventaires nationaux des GES, le secteur de l'énergie et celui de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF) sont ceux auxquels le plus d'experts sont généralement affectés, ce qui laisse présumer que ces deux secteurs nécessitent en règle générale plus de travail que les autres. Cependant, en moyenne, il semble que, dans de nombreuses Parties non visées à l'annexe I, peu d'experts interviennent dans les tâches liées à l'inventaire des GES, encore que des exceptions soient à signaler pour certains pays. Du fait de l'insuffisance d'experts, l'établissement des inventaires ne peut guère s'inscrire dans la durée, notamment dans les cas où les consultants jouent un rôle majeur dans ce processus.

D. Questions transversales: renforcement des capacités et formation

28. En réponse à la question sur le type d'assistance et d'appui technique qui s'avérerait utile pour pérenniser le processus d'établissement des communications nationales et maintenir une équipe à cet effet, les personnes ayant participé à l'enquête ont jugé les éléments ci-après «très utiles» ou «extrêmement utiles»:

- a) Accroître les possibilités d'échange d'informations et de collaboration entre les Parties;
- b) Assurer une formation en cours d'emploi et une formation pratique et mettre au point un programme de formation de formateurs;
- c) Accorder une assistance par des outils pédagogiques en ligne;
- d) Développer la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire et les jumelages avec les instituts déclarants dans les Parties visées à l'annexe I de la Convention.

29. La formation pratique aux méthodes applicables, les documents d'information donnant un aperçu des outils disponibles et l'échange d'informations sur les meilleures pratiques et les faits nouveaux survenus dans d'autres pays font l'objet d'une forte demande. Ce type d'échange d'informations et de formation pourrait améliorer la qualité des renseignements contenus dans les communications nationales.

30. Un suivi continu devrait étayer le transfert de connaissances, qui a été jugé essentiel pour remédier à la déperdition de compétences résultant de l'amenuisement des effectifs du personnel chargé d'établir les communications nationales.

IV. Recommandations

A. Problèmes institutionnels

31. Compte tenu des renseignements fournis par les Parties dans le cadre de l'enquête, le Groupe consultatif d'experts recommande d'accorder une aide aux Parties non visées à l'annexe I pour:

- a) Échanger des informations et intensifier la collaboration et la coopération avec toutes les Parties;
- b) Définir les dispositions et structures institutionnelles les plus appropriées au niveau national;
- c) Trouver des incitations adéquates, des possibilités de carrière et des moyens de retenir le personnel chargé d'établir les communications nationales;

- d) Améliorer les compétences en matière de gestion, financière et administrative notamment, du personnel chargé d'établir les communications nationales;
- e) Dispenser une formation pratique et une formation en cours d'emploi;
- f) Fournir les informations et les outils les plus récents.

B. Problèmes financiers

32. Compte tenu des informations communiquées par les Parties dans le cadre de l'enquête, le Groupe consultatif d'experts recommande qu'une aide soit accordée aux Parties non visées à l'annexe I conformément au paragraphe 3 de l'article 4 de la Convention, qui spécifie que «les pays développés parties et les autres Parties développées figurant à l'annexe II fournissent des ressources financières nouvelles et additionnelles pour couvrir la totalité des coûts convenus encourus par les pays en développement parties du fait de l'exécution de leurs obligations découlant de l'article 12, paragraphe 1.».

33. La majeure partie des problèmes financiers cités par les Parties non visées à l'annexe I tiennent au financement fourni par le FEM en tant qu'entité chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier de la Convention, par l'intermédiaire de ses agents d'exécution.

34. Au vu des informations communiquées par les Parties dans le cadre de l'enquête, le Groupe consultatif d'experts recommande qu'une aide soit accordée aux Parties non visées à l'annexe I pour⁶:

- a) Partager les bonnes pratiques permettant de remédier aux problèmes de financement liés à la pérennisation des processus d'établissement des communications nationales ou à la mise en place et au maintien d'une équipe chargée de cette tâche;
- b) Dispenser une formation aux compétences en matière de gestion financière (maîtrise du coût des projets et suivi des budgets, par exemple), notamment sur les procédures applicables à la présentation de rapports;
- c) Assurer en continu une formation à l'élaboration de propositions de projet;
- d) Identifier et établir des réseaux avec des établissements de recherche et d'autres institutions qui puissent coopérer à des conditions non commerciales;
- e) Mettre à profit les synergies avec d'autres projets en cours afin d'améliorer le rapport coût-efficacité.

35. Le Groupe consultatif d'experts juge les points ci-après importants pour améliorer l'élaboration des communications nationales:

- a) Les agents d'exécution du FEM devraient être encouragés à remédier au décaissement tardif des ressources financières;
- b) Le FEM et les agents d'exécution devraient être invités à tenir pleinement compte de la spécificité des besoins et de la situation des pays et à répondre à ces besoins.

⁶ Le mandat du Groupe étant limité à la fourniture d'avis techniques, ses recommandations ne portent pas sur le volume de l'assistance financière.

C. Logiciel applicable aux inventaires des gaz à effet de serre

36. Compte tenu des renseignements fournis par les Parties dans le cadre de l'enquête, le Groupe consultatif d'experts recommande qu'une aide soit accordée aux Parties non visées à l'annexe I pour:

- a) Renforcer les activités de formation à l'utilisation du logiciel de la Convention applicable aux inventaires des GES, afin d'accroître le nombre d'experts sectoriels des différentes institutions responsables de chacun des aspects de l'inventaire national des émissions de GES dans le pays;
- b) Former en priorité le personnel local à l'utilisation du logiciel de la Convention afin qu'il puisse remplacer les consultants internationaux;
- c) Axer la formation sur les secteurs les plus importants pour les Parties, par exemple l'énergie et le secteur UTCATF;
- d) Inciter les équipes chargées des inventaires nationaux à utiliser le logiciel de la Convention ou d'autres logiciels spécialisés en vue d'élaborer les inventaires des GES;
- e) Mettre en place des procédures et des pratiques pertinentes, notamment un dispositif institutionnel pour l'établissement de l'inventaire, afin que les Parties non visées à l'annexe I puissent mettre à profit l'expérience acquise et continuer d'améliorer leurs communications nationales, en particulier les inventaires des GES.

37. Le Groupe consultatif d'experts considère les points ci-après comme importants pour faciliter l'amélioration du processus d'établissement des communications nationales:

- a) Le secrétariat devrait accélérer la mise au point de la nouvelle version du logiciel de la Convention, en prenant en considération les problèmes techniques recensés jusqu'ici;
- b) Il faudrait mettre en place sur le site Web de la Convention un forum destiné aux utilisateurs et une foire aux questions. Un appui devrait être accordé pour faciliter le partage d'expériences entre les Parties concernant l'utilisation d'outils ou de logiciels autres que ceux de la Convention afin de pouvoir appliquer des méthodes de niveau supérieur;
- c) Chaque Partie non visée à l'annexe I devrait désigner un responsable de l'équipe chargée d'établir l'inventaire national pour coordonner l'ensemble du processus d'établissement de l'inventaire des émissions de GES et assumer un rôle central dans la communication avec les ministères, les institutions et les organismes internationaux compétents, de façon à pérenniser ce processus.

D. Questions transversales: renforcement des capacités et formation

38. Compte tenu des informations communiquées par les Parties dans le cadre de l'enquête, le Groupe consultatif d'experts recommande qu'une aide soit accordée aux Parties non visées à l'annexe I en vue de préserver et de renforcer les capacités des équipes chargées des communications nationales. Il faudrait s'attacher à accroître les compétences techniques des experts du secteur public et travailler en permanence avec eux en recourant à différentes modalités de renforcement des capacités.

39. Le Groupe consultatif d'experts juge les points ci-après importants pour faciliter l'amélioration des communications nationales:

- a) Il faudrait contribuer de manière continue et durable à renforcer les capacités dans les années à venir, d'autant que des méthodes d'analyse et des outils plus complexes seront disponibles au moment où bon nombre de Parties commenceront à élaborer leur

troisième communication nationale. Ce renforcement des capacités aidera les Parties à garantir la continuité de l'activité des équipes techniques et à conserver les connaissances requises pour l'élaboration des communications nationales;

b) Des mécanismes mondiaux et régionaux tels que le Programme d'appui à l'établissement des communications nationales se sont avérés utiles pour conférer un caractère plus durable aux capacités des Parties; il faudrait d'urgence prendre les mesures voulues pour pérenniser ce type d'appui de façon à éviter tout hiatus dans les dispositions institutionnelles permettant de fournir cet appui.

Annexe

[English only]

Survey on identification of technical problems and constraints affecting non-Annex I Parties in the process of preparation of their national communications and assessment of capacity-building needs

1. The survey entitled “Collection of information on problems related to the sustainability of the national communication process and the maintenance of national technical teams for the preparation of national communications, including greenhouse gas inventories, on a continuous basis” was sent to UNFCCC national focal points and/or coordinators of national communications of Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) and multilateral and bilateral agencies supporting the national communication process. In responding to the survey, Parties either coordinated the inputs of the different agencies or circulated the survey among the experts in their country for them to respond individually. The survey was conducted between July and December 2010. A total of 39 non-Annex I Parties responded to the survey, representing 25.5 per cent of the total non-Annex I Parties. The following is the regional breakdown: 15 from Africa, 11 from Asia, four from Eastern Europe and nine from Latin America and the Caribbean.

2. The survey has four parts:

(a) **Part 1: Background Information:** asks about you and your role in preparing your country’s national communication or in helping non-Annex I Parties in the preparation of their national communications;

(b) **Part 2: Institutional Concerns and Solutions:** asks you to describe institutional constraints that you face in ensuring the sustainability of your national communication process over time and in maintaining a consistent national technical team to prepare your national communication;

(c) **Part 3: Financial Concerns and Solutions:** asks you to describe financial and funding constraints that you face in ensuring the sustainability of your national communication process over time and in maintaining a consistent national technical team to prepare your national communication;

(d) **Part 4: Greenhouse Gas (GHG) Inventory Software:** asks for information that will assist the UNFCCC in improving its existing GHG inventory software and to enable the UNFCCC to contact you for feedback about a prototype version of the software that it is currently developing.

I. Background information

1. Please indicate the type of organization you represent:
 - (a) Non-Annex I Party country;
 - (b) Multilateral or bilateral organization that provides national communication support to non-Annex I Party(s) (*Please skip to question number 7*).
2. Please provide the following information about yourself:
 - (a) Your country name;
 - (b) Your name;
 - (c) Your job title;
 - (d) Your organization name;
 - (e) Your office name;

-
- (f) Your phone number;
- (g) Your email address.
3. Is there a Project Coordinator for your country's national communication?
- (a) Yes, I am Project Coordinator
- (b) Yes, someone else is Project Coordinator (*Please provide name*)
- (c) No, we do not have a Project Coordinator
4. What is your role in preparing the national communication?
5. Please indicate which national communications your country has completed (*Check all that apply*)
- (a) First national communication;
- (b) Second national communication;
- (c) Third national communication;
- (d) Fourth national communication;
- (e) Have not completed a national communication.
6. Please indicate if your country is in the process of preparing a national communication
- (a) First national communication;
- (b) Second national communication;
- (c) Third national communication;
- (d) Fourth national communication.
- (e) We are not currently working on a national communication (*Please skip to Part 2*).
7. Please provide the following information about yourself:
- (a) Your name;
- (b) Your job title;
- (c) Your organization name;
- (d) Your office name;
- (e) Your phone number;
- (f) Your email address.
8. What non-Annex I country(s) have you worked with to help prepare their national communications?
9. What type of support do you provide to non-Annex I Parties relating to their national communications? (*Check all that apply*)
- (a) Technical support;
- (b) Administrative and/or institutional support;
- (c) Financial advice;
- (d) Other.
10. Please use this box to provide more detail about the ways you support non-Annex I countries in preparing their national communications.
11. Which sections and/or tasks related to the national communications do you provide assistance on? (*Check all that apply*)
- (a) Preparation of the Executive Summary;
- (b) Other information considered relevant to the achievement of the objective of the Convention;
- (c) National circumstances;
- (d) Constraints and gaps, and related financial, technical, and capacity needs;

- (e) National GHG inventory;
- (f) National communication submission;
- (g) Programmes containing measures to facilitate adequate adaptation to climate change;
- (h) Preparation of project proposal for funding;
- (i) Programmes containing measures to mitigate climate change.

12. When working with non-Annex I Parties on their national communications, with whom do you typically work? (*Check all that apply*)

- (a) Project Coordinator for national communication;
- (b) Project technical staff;
- (c) Project administrative staff;
- (d) Ministry officials;
- (e) Other.

II. Institutional Concerns and Solutions

1. Sustainability of the National Communication Process

1. Have you been involved in preparing or working with a non-Annex I Party to prepare more than one national communication?

- (a) Yes;
- (b) No (Please skip to question 7).

2. Which of the following national communications have you participated in preparing? (*Please check all that apply*)

- (a) First national communication;
- (b) Second national communication;
- (c) Third national communication;
- (d) Fourth national communication.

3. Based on your experience with non-Annex I Party national communications, have you built on your previous experience with national communications to help prepare your most recent national communications? For example, you might have built on previous experience by updating data and resources, using procedures developed for your first national communication, and/or learning from previous experiences. Have you been able to build on these past experiences *not at all, some of the time, most of the time, or all of the time*?

4. Overall, how easy/difficult has it been to build on your previous experience with national communications? Has it been *not at all difficult, slightly difficult, moderately difficult, very difficult, or extremely difficult*?

5. Please characterize the extent to which you have found that when preparing a new national communication you can update data and resources from each of the sections or tasks related to the previous national communication. Is it *not at all difficult, slightly difficult, moderately difficult, very difficult, or extremely difficult* to update data and resources?

- (a) Executive summary;
- (b) National circumstances;
- (c) National GHG inventory;
- (d) Programmes containing measures to facilitate adequate adaptation to climate change;
- (e) Programmes containing measures to mitigate climate change;

(f) Other information considered relevant to the achievement of the objective of the Convention;

(g) Constraints and gaps, and related financial, technical, and capacity needs;

(h) Preparation of project proposal for funding.

6. Please characterize the extent to which you have found that when preparing a new national communication you can build on existing procedures and organizational experience from the sections or tasks related to the previous national communications. Is it *not at all difficult, slightly difficult, moderately difficult, very difficult, or extremely difficult* to build on past procedures and organizational experience?

(a) Executive summary;

(b) National circumstances;

(c) National GHG inventory;

(d) Programmes containing measures to facilitate adequate adaptation to climate change;

(e) Programmes containing measures to mitigate climate change;

(f) Other information considered relevant to the achievement of the objective of the Convention;

(g) Constraints and gaps, and related financial, technical, and capacity needs;

(h) Preparation of project proposal for funding.

7. One area of the national communication for which it is particularly important to update data and to build on past experiences is the National GHG Inventory section. Please characterize the level of ease/difficulty involved in conducting the following activities related to completing this section of your national communication. Are these activities *not at all difficult, slightly difficult, moderately difficult, very difficult, or extremely difficult*?

(a) Obtaining expertise in data management systems to prepare and update GHG inventories on a continuous basis;

(b) Developing relationships with outside organizations (e.g. universities, private industry, consultants, associations) to coordinate activity data collection and update and maintain the GHG inventory;

(c) Consistent availability of staff within your organization who have appropriate expertise on GHG inventory development;

(d) Consistent access to appropriate outside organizations (e.g. universities, private industry, consultants, associations) on GHG inventory development.

2. Institutional Concerns and Solutions Related to the Sustainability of the National Communication Process and the Maintenance of the National Communication Team

8. Please characterize the level of ease/difficulty related to the following potential issues related to achieving a sustainable national communication process. Are these issues *not at all difficult, slightly difficult, moderately difficult, very difficult, or extremely difficult*?

(a) Obtaining high-level support within your country for preparing your national communication on a consistent basis;

(b) Obtaining ministry-level approval of the national communication;

(c) Achieving coordination among ministries in preparing the national communication;

(d) Attaining agreements that enable interaction between relevant authorities in preparing the national communication;

(e) Preparing project proposals for funding subsequent national communications;

(f) Preparing project proposals for funding adaptation and mitigation projects recommended in your national communication;

(g) Submitting project proposals;

- (h) Obtaining approval of project proposals;
- (i) Engaging national stakeholders in the national communication process.

9. Please use this box to expand on the types of institutional difficulties identified above, especially where your answer was A major concern, and to describe any other types of institutional concerns you have experienced related to achieving a sustainable national communication process.

10. Please characterize the level of ease/difficulty involved in building and maintaining your national communication team. Is it *not at all difficult, slightly difficult, moderately difficult, very difficult, or extremely difficult*?

- (a) Identifying qualified in-house staff to manage the national communication team;
- (b) Identifying qualified in-house technical staff to help prepare the national communication;
- (c) Identifying qualified in-house administrative staff to help prepare the national communication;
- (d) Maintaining a consistent technical national communication team to work on two or more national communications;
- (e) Maintaining a consistent administrative national communication team to work on two or more national communications;
- (f) Identifying qualified national organizations (e.g. universities, private industry, consultants, associations) to assist with preparing the national communication;
- (g) Identifying qualified international organizations (e.g. universities, private industry, consultants, associations) to assist with preparing the national communication;
- (h) Identifying and maintaining consistent staff or outside consultants with specific expertise in preparing GHG inventories;
- (i) Identifying and maintaining consistent staff or outside consultants with specific expertise in developing programmes containing measures to facilitate adequate adaptation to climate change;
- (j) Identifying and maintaining consistent staff or outside consultants with specific expertise in developing programmes containing measures to mitigate climate change;
- (k) Identifying and maintaining consistent staff or outside consultants with specific expertise in completing the national communication section on Other information considered relevant to the achievement of the objective of the Convention.
- (l) Identifying and maintaining consistent staff or outside consultants with expertise in developing project proposals.

11. Please use this box to expand on the types of difficulties you encounter when building and maintaining a national communication team, especially where you responded that it is *Very difficult or Extremely difficult*. Please also describe any other difficulties you have encountered in building and maintaining a national communication team.

12. Following is a list of institutional concerns that could constrain your ability to build and maintain a national communication team. Please indicate whether each of these is *not at all a concern, a slight concern, a moderate concern, or a major concern* to you as you build and maintain your team.

- (a) Accommodating team member schedules, issues, or other problems;
- (b) Recruitment and hiring delays (e.g. for staff and consultants);
- (c) Delays due to Allowable Spending Limits;
- (d) Delays due to purchasing equipment and other resources for the national communication;
- (e) Availability of time to complete national communications;

- (f) Translating national communications.

13. Please use this box to expand on the types of institutional constraints identified above, especially where your answer was A major concern, and to describe any other types of institutional concerns that you have experienced.

14. Please rate how useful the following types of technical assistance and support would be in helping you sustain the national communication process and/or build and maintain your national communication team. Would they be *not at all useful, slightly useful, moderately useful, very useful, or extremely useful*?

- (a) On-the-job training for the national communication Project Coordinator and staff;
- (b) Hands-on training;
- (c) Web-based “e-learning” training tools and sessions;
- (d) Development of a train-the-trainers programme that will increase the number of qualified trainers who can provide in-country support on national communications;
- (e) Increased opportunities for information exchange and collaboration among non-Annex I Parties;
- (f) Other assistance (e.g. South-South cooperation, triangular cooperation, twinning with A1 reporting institutes).

15. Please use this box to expand on types of technical assistance and support that would be helpful in sustaining your national communication process and/or building and maintaining your national communication team, especially where your response was Very useful or Extremely useful. Please also suggest other types of technical assistance that would help you sustain the national communication process and/or build and maintain your national communication team.

16. Please provide any additional information you would like to share related to institutional concerns and solutions in sustaining your national communication process over time and/or maintaining a consistent national technical team to prepare your national communication.

III. Financial Concerns and Solutions

1. Following is a list of potential financial difficulties that could constrain your ability to sustain your national communication process and/or build and maintain a national communication team. Please indicate whether each of these is *not at all a concern, a slight concern, a moderate concern, or a major concern* to you as you build and maintain your team.

- (a) Obtaining sufficient and consistent funding for in-house technical staff;
- (b) Obtaining sufficient and consistent funding for in-house administrative staff;
- (c) Obtaining sufficient and consistent funding to hire external technical consultants;
- (d) Obtaining sufficient and consistent funding for purchasing equipment and other resources required to prepare your national communications;
- (e) Delays due to Allowable Spending Limits;
- (f) Currency appreciation;
- (g) Currency depreciation;
- (h) Identifying and mobilizing sources of funding and co-funding;
- (i) Delays in disbursement of funds.

2. Please use this box to expand on the types of financial constraints identified above, especially where your answer was A major concern, and to describe any other types of

financial difficulties and concerns you have experienced related to achieving a sustainable national communication process and/or building and maintaining a national communication team.

3. Please rate how useful the following types of technical assistance and support would be in helping to address financial and funding concerns related to sustaining your national communication process and/or building and maintaining a national communication team. Would they be *not at all useful*, *slightly useful*, *moderately useful*, *very useful*, or *extremely useful*?

(a) Training on financial management for the national communication Project Coordinator and staff;

(b) Training about available funding mechanisms and sources of funding and co-funding;

(c) Increased opportunities for information exchange and collaboration on financial management and/or funding sources among non-Annex I Parties;

(d) Other assistance (e.g. triangular cooperation).

4. Please use this box to expand on types of technical assistance and support that would be helpful in addressing financial and funding concerns related to sustaining your national communication process and/or building and maintaining a national communication team, especially where your response was Very useful or Extremely useful. Please also suggest other types of assistance that would be useful.

5. Please provide any additional information you would like to share related to financial concerns and solutions in *sustaining your national communication process over time and/or maintaining a consistent national technical team* to prepare your national communication.

IV. Greenhouse Gas Inventory Software

1. The UNFCCC is currently improving the existing GHG inventory software (version 1.3.2) in order to facilitate the process for reporting GHG data for non-Annex I Parties' national communications. The UNFCCC will seek feedback on this prototype from interested non-Annex I Parties and will incorporate this information into a new version that better supports your needs in reporting GHG data.

2. Are you interested in testing the prototype and providing feedback to the UNFCCC?

3. Are you currently using a data management/reporting software for GHG inventory related information?

(a) The UNFCCC GHG inventory software for non-Annex I Parties (version 1.3.2);

(b) An earlier version of the UNFCCC GHG inventory software;

(c) Another product (please provide name and detailed information);

(d) No, please indicate why.

4. If you are using the current version of the UNFCCC GHG inventory software (1.3.2), have you encountered any problems that you would like to see resolved in the new version (2.0)?

(a) Yes, please describe the problems you have encountered and ways they might be resolved;

(b) No.

-
5. If you are not using the current version of the UNFCCC GHG inventory software (1.3.2), are you experiencing problems with the GHG Inventory software that your country is currently using?
- (a) Yes, please describe the problems you are facing and any initiatives to address these problems;
 - (b) No.
6. Do you plan to import/export GHG data between various systems?
- (a) Yes, please indicate the systems, language and version used;
 - (b) No.
7. Please indicate the number of experts, by sector, who are involved in preparing your GHG inventory.
8. Please provide the following details about the computer system where your GHG inventory software is installed:
- (a) Language of your computer system:
 - (i) Arabic;
 - (ii) Chinese;
 - (iii) English;
 - (iv) French;
 - (v) Spanish;
 - (vi) Russian;
 - (vii) Other (please specify).
 - (b) Screen resolution
 - (c) Screen size
 - (d) Operating system and version:
 - (i) MS Windows;
 - (ii) MAC;
 - (iii) Linux;
 - (iv) Unix;
 - (v) Other (please specify).
 - (e) Internet browser and version:
 - (f) FireFox version;
 - (i) Explorer version;
 - (ii) Safari version;
 - (iii) Other (please specify).
 - (g) Speed of internet connection
 - (h) Do you have Java?
9. Do you have sufficient technical resources to help you install and maintain GHG inventory software?
10. Do you have sufficient technical resources to help you install and maintain your computer system?
11. Please provide contact information for one or more people to whom we can send additional information about the UNFCCC GHG inventory software.
-